

# Bulletin Communiste

ORGANE DU COMMUNISME INTERNATIONAL

125, Rue Montmartre, Paris

HEBDOMADAIRE

Le Numéro : 75 centimes

*Proletaires de tous les pays, unissez-vous !* Majoration 100%.

Je considère mon élection  
comme le symbole d'une union  
étroite des paysans et des masses  
ouvrières, car en ma personne  
s'unissent l'ouvrier de Pétersbourg  
et le paysan de Tver.

(Discours de Kalinine  
lors de son élection, en  
avril 1919.)



M. I. KALININE, par Denis.  
(A l'occasion de son 50<sup>e</sup> Anniversaire)

# L'Actualité Politique et Sociale

**N**OUS ne répéterons jamais assez qu'un grand danger de réaction menace la classe ouvrière française. Précisément parce que les criailleries des annonciateurs du fascisme ne nous en imposent point, nous avons le devoir d'attirer l'attention des quelques poignées de révolutionnaires sérieux sur *le vrai danger*, — la réaction bien française qui rassemble des ressources et des forces, s'organise, se discipline et se prépare à l'offensive.

Les irresponsables qui ont affirmé, il y a un an, que le fascisme était là, et qui prétendent aujourd'hui que le fascisme... approche, tout en se vantant de leur clairvoyance (!), se félicitent aujourd'hui de l'écho qui leur vient de la C. G. T. réformiste, du Parti socialiste, de la Ligue des Droits de l'Homme. Nous ne sommes pas de ceux qui se croient tenus de dire toujours le contraire de ce que disent les adversaires. Mais il ne nous suffit pas non plus d'affirmations superficielles de ceux-ci pour triompher. En la circonstance, se vanter d'avoir vu le fascisme un an avant la C. G. T., c'est simplement être fier d'avoir été en avance pour proférer des insanités. Celles-ci, même confirmées par la C. G. T., restent ce qu'elles sont.

Nous avons argumenté ici pour établir que le mouvement réactionnaire qui se dessine en France ne présente aucune des caractéristiques essentielles du fascisme italien. Si nous espérons une réfutation sérieuse de nos arguments, nous risquerions d'attendre longtemps. Mais le dernier document émané de la direction du Parti Communiste représente une telle retraite, par rapport aux positions prises un an auparavant, que nous avons lieu de penser n'avoir pas perdu notre temps...

Si les dirigeants communistes s'étaient contentés de se tromper d'étiquette en collant celle du fascisme à la réaction montante, le mal ne serait pas grand. Ce n'est pas le mot qui importe, mais la chose. Appeler celle-ci par un autre nom que le sien serait sans danger, pourvu qu'on la combatte avec efficacité. Or, loin de combattre la réaction, le pseudo-fascisme, les dirigeants du Parti *la favorisent*. C'est là qu'est le danger.

La politique démagogique, excitatrice et vaine de bravaches impuissants, en honneur sous l'appellation usurpée de « léninisme », n'a servi qu'à désorienter, lasser et mettre en méfiance la classe ouvrière, tout en stimulant la réaction. Cette politique a fait successivement le jeu du Bloc national, puis du Bloc des gauches, puis de l'aile marchande de la réaction. Singulière prouesse que de servir si bien les diverses fractions de la bourgeoisie : c'est tout le mérite dont les philistins de la bolché-

visation peuvent se targuer en l'occurrence.

Mais il est un élément de la politique française qui favorise la réaction encore plus efficacement que le faux communisme, dont la faiblesse intrinsèque limite les ravages : c'est le caractère velléitaire de la tactique socialiste menaçant constamment les coffres-forts bourgeois sans jamais passer de la parole aux actes, et incitant les capitalistes à des mesures de défense dont ils se serviraient certainement comme moyens d'attaque. Ce fait caractéristique de l'activité socialiste française apparaît à l'attitude du parti socialiste italien de 1920, réserve faite de bien des différences.

Nous n'avons pas, comme en Italie, un Etat affaibli jusqu'à l'impuissance; l'Etat français exerce une autorité incontestable et incontestée et n'a pas besoin que des gendarmes bénévoles lui prêtent main-forte. Nous n'avons pas, comme en Italie, une armée de chômeurs disposée à se laisser encadrer et entraîner par des officiers sans troupe; le chômage est jusqu'à présent insignifiant en France, n'en déplaît pas aux prophètes de la bolchévisation qui annonçaient, au début de l'année, l'imminence d'une formidable crise.

Nous n'avons pas, comme en Italie, une paysannerie prolétaire se jetant sur les propriétés foncières, clergé en tête; les paysans français, sans être tous des profiteurs de la guerre et de ses conséquences, ne sont nullement acculés à une jacquerie, et les journaliers sans terre, en nombre relativement réduit, ont en général un sort meilleur qu'autrefois. Nous n'avons pas, comme en Italie, une révolution grondante, le drapeau rouge sur les usines et l'image de Lénine à tous les carrefours; la France est bien paisible et son prolétariat plus résigné que jamais.

Nous n'avons pas, comme en Italie, un gouvernement Giolitti qui se sente débordé par le flot populaire et arme de toutes façons les forces de police supplémentaires s'offrant à lui faire rempart; nos gouvernants républicains ne brillent guère par l'ardeur de leur esprit civique mais ne sont pas inquiétants non plus par leur goût d'une aventure dictatoriale. Nous n'avons pas non plus, comme en Italie, l'homme qu'il faut à la place qu'il faut, et ce n'est pas une mince lacune dans une affaire de ce genre, où tous les Valois et les Barrès additionnés ne font pas un Mussolini.

Nous n'avons pas tout cela, sans lequel il n'y a pas de fascisme possible. Mais nous avons, comme en Italie, un maximalisme verbal et une pratique faiblarde, velléitaire, minable. Nos partis communiste et socialiste se partagent... les défauts de l'ancien Parti socialiste italien. Là est le vrai danger.

# Notre tactique, Notre programme

Tout mouvement révolutionnaire naissant ou renaissant se manifeste, à l'origine, par une activité critique. Cela est vrai pour le socialisme ou le communisme en général comme pour toute tentative de renaissance de l'esprit révolutionnaire endormi, quelle qu'elle soit.

Les premiers socialistes du XIX<sup>e</sup> siècle n'ont laissé de durable que leur critique du désordre social ; la partie « positive » de leurs travaux est précisément l'utopie, tandis que la partie « négative » a conservé toute sa valeur scientifique et nous a été transmise, enrichie et systématisée, par les créateurs de la doctrine communiste moderne. Ceux-ci ont exercé à leur tour, leur analyse critique contre la société bourgeoise et son idéologie, c'est-à-dire sa philosophie, son histoire, son économie politique, pour pouvoir édifier leur propre conception du monde, du travail et de l'organisation sociale.

Depuis qu'il existe des organisations politiques ouvrières, il n'en est pas une qui n'ait subi le phénomène classique de la dégénérescence. Celle-ci, dans la société bourgeoise, s'introduit et se développe sous l'influence de l'idéologie ambiante, reflet de l'intérêt des classes dominantes, qui conquiert les révoltés les plus en contact avec la vie bourgeoise et corrompt la mentalité des groupements. Mais la pensée révolutionnaire ne peut pas être asservie ; elle jaillit de l'état de choses même et trouve toujours sa formule, son organe, sa voie, sous l'irrésistible pression du besoin de la classe exploitée. Et chaque fois qu'elle renaît, après quelque éclipse, quelque période historique défavorable à son développement, elle s'exprime d'abord par la critique de celle qui l'a précédée.

Ainsi, toutes les oppositions révolutionnaires aux déviations et aux dégénérescences bourgeoises, petites-bourgeoises ou social-démocratiques, dans quelque pays et dans quelque parti ouvrier que ce soit, ont commencé par critiquer l'orientation, la politique, la pratique des mouvements au sein desquels elles sont nées. Elles ont toutes essuyé le même reproche : *Vous ne savez que critiquer*. Si nous avions ici le loisir et la place d'esquisser un rappel historique, nous n'aurions que l'embaras du choix parmi les exemples illustrant cette vérité.

L'opposition révolutionnaire qui s'est constituée depuis une année dans le Parti communiste français dégénéré n'a pas échappé à l'ac-

cusation traditionnelle. Elle aussi se voit reprocher de « ne savoir que critiquer », objection risible venant de démolisseurs qui n'ont même pas su démolir quelque chose du capitalisme, se satisfaisant de détruire les organisations ouvrières que d'autres ont édifiées.

C'est d'ailleurs l'alpha et l'oméga défensifs de tous les gens en place ou au pouvoir que d'opposer à la critique la mieux fondée la sempiternelle affirmation : *Vous ne savez que critiquer*. Heureusement, aucune coterie, aucun clan, si obstinément cramponnés au « sommet » d'une collectivité organisée soient-ils, n'ont pu s'y maintenir à l'aide d'une réfutation de cette qualité. La critique véritablement inspirée de l'intérêt bien compris de la majorité finit toujours par faire son office. Et l'heure vient où il faut la désarmer en réformant ce qu'elle attaque, — ou céder devant elle.

L'opposition actuelle du Parti français, dessinée depuis un an environ mais active depuis quelques mois seulement, après avoir été bafouée de la plus indigne façon, voit déjà s'écrouler, sous les coups de sa critique, pourtant très prudente et parfois hésitante, toute la politique hétéroclite de la direction de banqueroutiers qui a su dilapider, en moins de deux années, les résultats durement acquis au cours d'une dizaine d'années de travail antérieur. Elle voit aussi ses propres conceptions, hier encore vilipendées, remises en honneur par ceux-là mêmes qui les dénigraient. Satisfaction reconfortante pour des hommes accusés si récemment de ne savoir que critiquer...

\*\*

En réalité, il n'est pas vrai que nous n'ayons su que critiquer. Le fait est que nous avons été assez modestes pour ne rien prétendre inventer : nous voulions et voulons seulement redonner force et vie aux principes et aux méthodes qui ont fait l'Internationale Communiste. Notre ambition se bornait à utiliser l'expérience acquise et les connaissances accumulées par nous au cours des cinq dernières années, et à ajouter à l'apport russe la contribution originale du mouvement communiste français.

Quand nous disons que le V<sup>e</sup> Congrès international a rompu la tradition des quatre premiers Congrès, que nous entendons renouer, nous n'affirmons nullement que tout a été bon, beau et définitif dans l'I. C. jusqu'en 1923,

tant que Lénine et Trotsky ont pris part à la direction de l'Internationale. Les deux plus éminents de nos guides ont commis des erreurs, qu'ils avaient d'ailleurs le courage de reconnaître, — en quoi ils se différencient de leurs successeurs qui se croient infaillibles et intangibles. Mais dans la tradition que nous espérons continuer, il y avait la conception salutaire d'une auto-critique permanente, d'une révision constante des notions et des valeurs.

Cette tradition permettait aux communistes internationaux d'accomplir, en leur V<sup>e</sup> Congrès, un progrès sur leurs précédentes assises. Bien des fautes commises, bien des déviations dangereuses, aperçues d'un certain nombre de militants consciencieux, pouvaient, auraient dû être corrigées. On a préféré les aggraver et, pour ainsi dire, les légaliser, en étouffant toute critique, en intimidant les uns et en asservissant les autres, en fabriquant de toutes pièces une orthodoxie arbitraire, en brisant toute velléité de résistance. Les conséquences ne s'en sont pas fait longtemps attendre. On les a vues dans tous les pays, et surtout en Allemagne et en France. Les dirigeants de l'I. C. abandonnent maintenant, et nous nous en félicitons, quelques-unes de leurs plus fortes erreurs de 1924 et reviennent au IV<sup>e</sup> Congrès.

C'est ce que nous demandons. Car notre critique n'était pas purement critique, ou si l'on veut, purement négative. Elle a toujours comporté sa contre-partie : le retour aux quatre premiers Congrès, étant entendu que, pour nous, ces Congrès ne représentent pas des vérités figées, mais un effort valeureux tendant à la formation d'une réelle Internationale prolétarienne révolutionnaire (1).

Nous avons demandé que nos partis, dans cette période de stabilisation relative du capitalisme, de pacifisme démocratique, de ralentissement de l'action révolutionnaire, ne perdent pas le contact de la classe ouvrière, ne forment pas des sectes agitées et impuissantes sous prétexte de faire preuve d'un révolutionnarisme supérieur ; nos partis doivent être aux premiers rangs du prolétariat militant, non détachés de lui. Nous avons préconisé l'action commune de toutes les forces ouvrières, pour sauvegarder les maigres conquêtes obtenues dans le passé et rendre aux exploités de toutes sortes de conscience de leur communauté d'intérêts. Et, pour que nos partis et notre Internationale soient capables de mener leur tâche à bien, nous avons voulu y maintenir vivante la démocratie ouvrière, seul ré-

(1) Nous insistons ici sur ce point pour répondre aux objections de plusieurs camarades qui nous ont écrit de Russie, affirmant que le V<sup>e</sup> Congrès n'a fait que continuer les errements des congrès précédents.

gime favorisant l'initiative des masses et utilisant leur énergie.

Notre critique était donc constructive. On a pu la dénigrer : on n'a pas pu passer outre. Aujourd'hui, ce sont nos idées qui prévalent. La stabilisation relative du capital, le reflux révolutionnaire, niés au début de 1924, ont été reconnus au dernier Exécutif élargi de l'I. C. ; la démocratie pacifique, niée au début de 1924, reconnue au V<sup>e</sup> Congrès, enterrée à l'Exécutif de mars 1925, est toujours debout. Le front ouvrier unique, pratiquement répudié au V<sup>e</sup> Congrès, reconnu à nouveau à l'Exécutif de mars, est maintenant proclamé l'unique remède au marasme communiste. Quant à la démocratie ouvrière, elle n'est encore qu'un mythe, mais on n'ose publiquement la contester et l'on balbutie même des promesses de réalisation.

Tout nous confirme dans nos convictions et nous encourage à persévérer.

\*  
\*\*

Il faut convenir que notre critique passée, bien que constructive, bien qu'accompagnée de propositions pratiques, ne saurait suffire à tout. Il y a beaucoup à dire encore, — mais nous ne pouvons pas tout dire à la fois. L'heure vient où il faut serrer de plus près les questions évoquées et compléter la partie positive de notre démonstration.

La nouvelle phase de la crise du Parti français, pour nous en tenir à celle-ci, caractérisée par la récente volte-face de la Direction qui croit pouvoir, en changeant radicalement de politique, conserver son personnel discrédité, impose d'étudier avant tout notre tactique, d'hier et d'aujourd'hui.

Celle d'hier était simple : elle consistait, sous prétexte d'erreurs commises par nos camarades allemands en Saxe, en 1923, et qu'on n'a jamais sérieusement élucidées, à imaginer deux sortes de front unique, l'une « par en haut », l'autre « par en bas », et à rendre impossible la seconde en condamnant la première, comme s'il était possible de diviser *pratiquement* la classe ouvrière en « haut » et en « bas », par simple décision du Parti communiste, comme si ce n'était pas la lutte elle-même, et la lutte seule, qui peut différencier les catégories de même composition sociale et de même programme politique engagées. Cette tactique exigeait de confondre dans une même condamnation passe-partout tout ce qui n'était pas communiste, d'où la qualification de fasciste décernée à toutes les nuances de la politique, depuis le socialisme jusqu'au royalisme, et elle a conduit le Parti à l'isolement.

La tactique d'aujourd'hui est presque aussi simple que l'autre : elle se résume dans la publication d'une invitation au front unique, adressée par divers organes communistes et

syndicaux unitaires aux organes correspondants du parti socialiste et du syndicalisme réformiste. Elle ne peut évidemment pas donner de résultats aussi désastreux que la précédente, mais il faudrait une forte dose de naïveté pour en attendre des merveilles...

Une fois de plus, les dirigeants du Parti, non élus par celui-ci, montrent qu'ils ne comprennent rien à la tactique réaliste des premiers Congrès de l'Internationale et qu'ils sont absolument étrangers au mouvement révolutionnaire, rebelles à l'esprit communiste. Ils prouvent encore en quel mépris ils tiennent la classe ouvrière qui, heureusement, le leur rend au centuple.

S'il suffisait de remiser les uns après les autres des « mots d'ordre » dérisoires successivement jetés à tort et à travers et de les faire suivre d'autres « mots d'ordre » moins fanfarons mais guère mieux médités, pour être entendus du prolétariat ; de spéculer sur la faculté d'oubli de l'opinion ouvrière pour faire semblant d'être autre chose que ce qu'on est ; d'improviser au jour le jour, sous la poussée d'événements imprévus et devant la tournure inattendue des choses (imprévus, inattendus des politiciens qui croient pouvoir longtemps substituer l'entregent et l'insolence à l'étude sérieuse et méthodique des faits) des revendications nouvelles et des attitudes, des postures plus opportunes ; s'il suffisait de tout cela, disons-nous, l'opération serait trop facile...

Le Comité Central du Parti agit comme si la situation actuelle n'était qu'accidentelle, exigeant des concessions momentanées, plus de retenue, une sourdine, en attendant le retour des beaux jours de la démagogie. Il faudra qu'il se mette en tête, comme le Parti lui-même, que la période où nous sommes entrés après la défaite révolutionnaire allemande sera assez longue pour mériter que les communistes y adaptent *toute leur conduite*, — ce qui ne veut pas dire s'adapter au régime consolidé.

La classe ouvrière n'oubliera *pas si vite* le rôle néfaste du Parti communiste faisant le jeu de la pire réaction, dans les deux dernières années. Les millions d'ouvriers socialistes ou républicains n'oublieront *pas si vite* qu'ils étaient hier encore traités en fascistes. Le prolétariat en général ne prêtera *pas de sitôt* une oreille favorable à des gens qu'il juge très sévèrement, et qu'il considère dans le meilleur des cas comme des égarés ou des illuminés. Les dirigeants socialistes et réformistes syndicaux pourront *encore longtemps* mépriser les invités communistes, forts de la confiance de leurs troupes que nous n'avons pas su toucher, encore moins gagner.

De plus, la classe ouvrière ne donnera jamais sa confiance à des gens qui n'ont pas la

*confiance de leur propre parti*. Ceux qui sont usurpateurs dans leur organisation ne seront pas les bienvenus à la tête d'un mouvement prolétarien. Et tel qui n'a adopté une tactique que contraint et forcé n'est pas qualifié pour en être le praticien, tel qui s'est *résigné* au front unique, non dans l'intérêt de la classe ouvrière, mais dans l'intérêt de la coterie, ne saura pas servir dignement la révolution et le communisme.

Pour rendre le front unique possible, notre Parti devra d'abord mettre de l'ordre chez soi, rétablir sa légalité, réinstaurer sa vie normale, ce qui signifie remettre en vigueur la démocratie ouvrière, remettre en honneur les statuts, les règles, les résolutions librement adoptés par lui. Il lui faudra élire et contrôler ses représentants, sous peine de n'être jamais pris au sérieux par les travailleurs qu'il a mission de conquérir. Il devra répudier sans crainte ses erreurs de la veille, avec une franchise toute prolétarienne, comme notre parti frère d'Allemagne l'a fait récemment, pour dissiper les préventions légitimes qu'une politique insensée a fait naître dans l'opinion ouvrière. Tout en réparant, dans la mesure de ses moyens, le mal accompli, le Parti aura à étudier, cette fois sérieusement, le milieu où il se meut et les conditions économique-politiques où il doit agir, à conformer son organisation au milieu et aux conditions donnés. — enfin à s'assimiler l'idée de Marx, si bien appliquée en Russie par Lénine, qu'on pourrait appeler la tactique des alliances du prolétariat, ou de son avant-garde, avec les forces sociales et politiques susceptibles de s'associer à son effort.

Et pour que ces alliances soient réalisables, il importe essentiellement de rompre avec une erreur qui n'est pas particulière au Parti français (elle revient à l'Internationale) et qui réside dans la conception admise *du programme*. Il est grand temps de poser dans toute son ampleur, et avec la netteté indispensable, cette question de programme.

\*\*

Un des signes les moins contestables du déclin de notre mouvement, c'est l'incapacité où il se montre, depuis bientôt trois ans, non seulement d'établir *son programme*, mais même de définir sa conception du programme communiste.

En période révolutionnaire active, comme celle qui suivit immédiatement la guerre, l'ancienne distinction entre le programme maximum, c'est-à-dire le but final de notre activité, et le programme minimum, celui des revendications immédiates, s'est trouvée caduque. La lutte des classes paraissant entrer dans sa phase décisive, la prise du pouvoir n'étant plus une perspective lointaine mais une possibilité proche, nos partis principaux devaient s'assi-

gner des objectifs correspondant à l'époque donnée. Mais nos espérances révolutionnaires n'ont pas été confirmées, une ère de consolidation relative du capitalisme a commencé et l'Internationale, les partis communistes n'ont pas su se donner le programme du nouveau moment.

Le manque de maturité politique de bien des militants leur laisse penser qu'un programme maximum est celui des révolutionnaires, un programme minimum celui des réformistes. Une confusion de termes et une parenté d'expression ayant, un temps, fait admettre « maximaliste » et « minimaliste » pour bolchévik et menchevik, la confusion de pensée en a été aggravée, et l'idée d'un programme minimum s'en est trouvée discréditée, sans raison motivée.

La logique de la situation a pourtant contraint nos partis de se présenter devant la classe ouvrière avec autre chose qu'une proposition de transformer la société de fond en comble. On a improvisé des programmes de revendications immédiates, ou partielles, ou quotidiennes ; on a conçu une section du programme général de l'I. C. à consacrer à la période transitoire ; en France, on a établi hâtivement un programme d'action, puis divers programmes électoraux, comme aussi en d'autres pays. Mais surtout, pas de programme minimum.

Tout cela témoigne d'une confusion extrême, qu'on ne dissipera pas avec la crainte de paraître moins « avancé » que le voisin. Un pareil désarroi produit de véritables monstruosités, comme ce projet de programme du secrétaire général (!) du Parti français qui, à la veille du Congrès de Lyon, réclamait tout à la fois l'établissement du régime des Soviets et des robinets d'eau chaude et d'eau froide sur le pont des navires... Partisan résolu, nous aussi, des Soviets et des robinets d'eau chaude, — de robinets non seulement sur le pont des bateaux mais même dans les logis ouvriers, — nous ne pûmes souscrire à cette conception baroque, et fûmes assez heureux pour l'empêcher de prévaloir. Mais qu'un secrétaire général (!) de Parti communiste puisse penser de la sorte, cela n'indique-t-il pas l'extraordinaire trouble de la pensée « communiste » ?

Au IV<sup>e</sup> Congrès, Boukharine, auteur du principal projet du programme, traita d'opportuniste une proposition de Radek tendant à introduire l'idée du gouvernement ouvrier dans la partie transitoire. Mais, dans une séance de la délégation russe, une intervention de Lénine fit donner raison à Radek ; il fallut que Boukharine en personne vint condamner, à la tribune du Congrès, sa propre conception « gauchiste ». Un tel fait prouve combien la notion du programme fait défaut même au « sommet » de l'Internationale. C'est faute de cette notion

claire que l'élaboration du programme de l'I. C. n'a fait aucun progrès depuis trois ans. Impuissance à préciser notre méthode d'élaboration du programme au IV<sup>e</sup> Congrès, impuissance renouvelée un an et demi plus tard, au V<sup>e</sup> Congrès, impuissance répétée à chaque session de l'Exécutif où l'on jetait quelques textes bâclés pour avoir l'air de travailler la question, — et nous voici en vue d'un nouvel Exécutif élargi, d'un nouveau Congrès mondial, sans projets mûrement établis ni conception réfléchie de projets à établir.

L'opposition révolutionnaire française se doit de suppléer à l'incapacité de la Direction du Parti, en posant et en traitant la question essentielle du programme. A elle de défendre la conception claire d'un *programme minimum* à dresser, dans chaque pays, pour chaque parti communiste, à côté du programme communiste intégral.

Le programme communiste proprement dit, c'est celui qui rassemble ses partisans dans un même Parti et gagne la sympathie d'un certain nombre d'ouvriers moins actifs, qui votent pour les communistes aux élections mais ne veulent pas faire de sacrifices quotidiens, voire... mensuels, à leur « idéal ». La grande masse des salariés, et il y en a 12 millions en France, considère le programme communiste, dans le meilleur des cas, comme une irréalisable utopie. Mais elle ne méprise pas le Parti qui veut prendre la défense de ses intérêts immédiats, étroitement considérés, mais tangibles. Le programme minimum, c'est la plate-forme sur laquelle nous pouvons gagner le maximum de sympathies ouvrières. Et nous ne parlons pas ici des classes moyennes, dont on sait le rôle, et que le Parti veut toucher, neutraliser, conquérir en partie : ce n'est pas le but final du communisme qui les séduira d'abord.

A la période de consolidation relative du capitalisme doit correspondre un programme communiste transitoire, temporaire, permettant de regrouper le plus grand nombre de forces ouvrières : ce programme, c'est le programme minimum, de quelque nom qu'on veuille en dissimuler le caractère. Le front unique ne sera pas réalisable sans une base durable, et il n'y aura pas de base durable sans un programme valable pour la majorité du prolétariat et une époque déterminée. — un programme minimum.

La question est posée. Il reste à la résoudre.

**Boris Souvarine.**

---

Encore une fois, l'abondance des matières nous oblige à remettre la publication des rubriques : *Opinions de nos lecteurs, Revues et Journaux*, ainsi qu'un article sur la Syrie, de notre camarade Saint-Jacques, et les « Souvenirs », de Kellontai.

# La nouvelle base du Parti

L'expérience d'une année consacrée à la transformation du Parti sur la base des cellules d'entreprises a-t-elle été concluante ? Ceux qui ne se paient pas de mots, ceux qui voient la réalité — c'est-à-dire la situation, lamentable à tous points de vue, des rayons et des cellules — ceux-là ne sauraient hésiter : la cellule, telle qu'elle est comprise dans les circonstances actuelles, n'est pas viable ; elle ne peut continuer, sans danger pour le Parti, à constituer sa base organique.

Aux camarades qui seraient tentés, avant de prendre position sur cette question, de penser que l'expérience que nous avons vécue a été faussée et que les fautes commises empêchent de juger en connaissance de cause les résultats, nous répondons : Ces fautes ont été dénoncées en leur temps par l'opposition communiste ; ce ne sont pas les avertissements qui ont manqué à la direction du Parti.

Examinons quelques-unes de ces fautes.

Tout d'abord, la politique qui a consisté à bouleverser de fond en comble l'organisation des sections, à la supprimer totalement pour le 1<sup>er</sup> janvier 1925, alors que rien n'était prévu pour la remplacer et qu'aucune expérience pratique n'avait été tentée. Nous avions proposé au Centre à cette époque, afin de tirer les leçons d'un travail pratique — lequel aurait été poursuivi dans plusieurs régions différentes — de former des cellules-types dans ces régions, embryons de la nouvelle organisation. La transformation du Parti sur la base des cellules opérée par étapes, graduellement, aurait été préférable.

De même, nous avons dénoncé la politique qui consistait à numéroter par centaines les cellules, sans se soucier de leur existence ; on donnait ainsi l'impression que tout s'était passé comme sur des roulettes et que la transformation était chose faite. Nous avons encore à l'esprit les déclarations faites par les délégués du Parti français à l'Exécutif de mars : l'avenir a démontré que le bluff ne pouvait toujours durer. Où sont aujourd'hui ces cellules numérotées par centaines ?

Rappelons-nous aussi qu'au lieu de favoriser la nomination de camarades capables aux postes responsables des rayons et des cellules, le Centre s'est employé, par tous les moyens, à évincer, à débarquer les camarades qui n'avaient pas donné des preuves de soumission à la direction. La fidélité au Centre avait remplacé la fidélité au Parti. Par ces procédés, on voulait atteindre l'opposition et démontrer qu'elle se refusait à tout travail. Et c'est dans ces conditions que des camarades sans expérience, d'autres réputés incapables — mais étant, comme par hasard, des fanatiques de la direction — dirigèrent la formation des cellules.

Envoyer des délégués du Centre dans les rayons et cellules importantes, non pour diriger et participer au travail, mais pour lancer l'exclusive contre l'opposition, toute cette période a été naïvement caractérisée par la direction au Congrès de Clichy, lorsqu'elle déclara qu'il faudrait normaliser le Parti. Ainsi avouait-on que les procédés employés étaient anormaux. D'ailleurs, ils se rapprochent étrangement de ceux employés par le groupe Ruth-Fischer-Mastov en Allemagne.

Notre opinion est faite. Avec ou sans les fautes du Centre, la cellule ne peut rester la base du Parti. C'est parce que nous avons été, dès le début, pour la transformation du Parti que nous

avons le droit et le devoir aujourd'hui de tirer les leçons de cette expérience.

\*

\*\*

Pour assurer la vie du Parti, pour que celui-ci puisse déterminer sa politique, encore faut-il que la base puisse discuter, et, pour ce faire, le moins que l'on puisse exiger c'est que la possibilité de se réunir existe. Matériellement, l'expérience démontre que ce n'est pas le cas pour la plus grande partie des cellules. En effet, comment peut-on exiger d'un membre du Parti habitant la banlieue Nord-Est et travaillant dans le quinzième arrondissement, par exemple, qu'il puisse participer effectivement au travail de sa cellule ? La réalité démontre que cela est impossible ; la triste situation des cellules est une preuve irréfutable.

Quant aux rayons, les résultats sont encore moins brillants ; à peine le dixième des adhérents du Parti assistent et prennent part à leurs réunions. On imagine dans quelles conditions sont nommés les représentants des cellules aux Congrès ; on s'explique les « écrasantes majorités ».

Possibilité de réunion des cellules très réduites et, partant, peu ou pas de discussion. La préoccupation essentielle des présents aux réunions n'est pas d'apporter leur point de vue sur des questions politiques, mais de rentrer le moins tard possible chez eux. Ajoutez à cela un manque de cadres incontestable, lequel, par le départ de très nombreux adhérents de 1923 et 24, fait comprendre le peu d'intérêt que prennent nombre de camarades aux discussions.

Une autre question sérieuse, c'est l'instabilité de la cellule, base du Parti, laquelle peut être supprimée du jour au lendemain par une répression patronale, policière ou autre. La tentative de grève générale l'a prouvé dernièrement.

On a dit, fort justement, au début de la transformation, que les cellules devaient avoir une vie clandestine ; et l'on ne cesse de proclamer qu'il faut faire des milliers d'adhésions nouvelles. Or, il est bien certain que les imprudences sont le plus souvent le fait de camarades nouveaux, inexpérimentés, et les adhésions en masse compromettent l'existence de bien des cellules. Le nouveau système est inconciliable avec une organisation nombreuse.

La direction du Parti a bien été obligée de s'apercevoir, au cours de l'expérience, qu'il fallait parer au plus vite à l'insuffisance notoire de la nouvelle organisation. Elle a essayé, à côté des cellules, de créer d'autres organismes, lesquels ont disparu comme disparaissent les mots d'ordre. On forma des groupes de travail pendant les dernières élections comprenant les camarades d'un même arrondissement ; on s'aperçoit que ceux-ci n'acceptaient pas d'emblée, et se refusaient même de ratifier les candidatures proposées par le Centre et aussitôt ils furent supprimés.

A l'heure actuelle, après les bureaux locaux, après une nouvelle transformation des rayons, le Centre, désarmé, a créé des cellules locales, images de ce qu'étaient, il y a quelques années, les groupes de quartier. Ces cellules locales ont les mêmes droits, les mêmes devoirs que les autres cellules par le fait qu'on y a classé les camarades ayant des professions dites libérales ou non-ouvriers ; on crée arbitrairement deux catégories de membres du Parti.



On créa en même temps des sous-rayons qui comprennent toutes les cellules d'un même arrondissement, organisme plus sérieux auquel nous nous étions ralliés en désespoir de cause, puisqu'il élargissait la discussion. L'expérience démontre, naturellement, que les camarades du Parti, lassés des transformations incessantes, vont moins encore aux sous-rayons qu'ils ne vont à leurs cellules.

Alors, que faire ?

La seule solution sérieuse, c'est le retour à la base territoriale. Le Parti ne peut vivre sans discussion ; les cellules étant dans l'impossibilité d'y pourvoir, il faut se rappeler que ce qu'on reprochait aux sections c'était de trop discuter et de ne pas assez travailler. Que les camarades fassent le parallèle, qu'ils réfléchissent, et ils conviendront — tout au moins ceux qui étaient dans le Parti à cette époque — qu'on effectuait au moins dans les sections autant de travail que dans les cellules.

Jamais n'a régné, dans l'ancienne organisation, le gâchis actuel. Le Parti vivait ; sa politique y était discutée, ses organismes directeurs contrôlés. Ce n'est plus le cas maintenant.

Qu'est-ce qui empêche de faire vivre, à côté de la base territoriale du Parti, des cellules dans les plus grosses entreprises, lesquelles se consacraient à un travail de propagande communiste ?

On a voulu calquer l'expérience russe d'avant la guerre et d'après la Révolution. Les situations sont différentes. Le Parti n'étant pas illégal, et en conséquence n'ayant pas à veiller à une restriction du nombre de ses adhérents, chose indispensable en période critique, on ne devait pas copier mécaniquement ce qui s'était passé en Russie.

La direction du Parti a montré et montre, en cette affaire, qu'elle est surtout préoccupée d'une chose : étouffer, briser toute critique, toute initiative, toute opposition communistes ; et le système des cellules le permet excellemment. Servie par un appareil formidable dont on ne trouve aucun équivalent dans les annales du mouvement ouvrier français, elle a fait de cet appareil le Parti. Celui-ci étouffe dans le fouillis inextricable, dans la multitude d'organismes constitués par les rayons, les sous-rayons, les cellules locales, par les fractions locatives, coopératives, syndicales, coloniales, féminines, paysannes, répétées à l'échelle fédérale, dans les rayons, sous-rayons et cellules.

Le Parti étouffe, mais l'appareil y trouve son compte et sa justification. Et c'est ce moment qu'on choisit pour une campagne de recrutement ? Il est temps d'en finir avec les procédés bureaucratiques-léninistes d'une direction de saboteurs.

A ceux que plus d'un an de bolchevisation intensive n'a pas fait perdre tout sens critique, à ceux qui ne sont pas possédés de la folle terreur d'être assimilés à l'horrible « Droite », à ceux enfin qui ont conscience de l'intérêt du Parti et de la classe ouvrière de penser et d'oser dire ce qu'ils pensent.

Gourget.

Les camarades qui consentiraient à vendre chaque semaine quelques numéros du « BULLETIN COMMUNISTE » dans leur atelier, leur groupe communiste, leur syndicat sont priés de s'adresser à notre administrateur.

## En Basse-Seine

Les « bolchévisateurs » qui sévissent sur le Parti ont, dans les fédérations, de dignes représentants.

La région de la Basse-Seine compte quelques-uns de ces super-bolchéviks. Avec quelle ardeur ne les a-t-on pas vus défendre les thèses abracadabrantes de la direction du Parti et foncer sur l'opposition communiste, qu'ils dénonçaient comme social-démocrate et contre-révolutionnaire !

Ils n'avaient pas prévu que la Direction devait si rapidement faire machine en arrière !

Et aujourd'hui, en présence de la ligne nouvelle, qui donne raison aux critiques de l'opposition, les voilà tout décontenancés.

Ils ne songent qu'à masquer leur défaite ; et, pour ce faire, ils entament une nouvelle offensive contre la « droite ». Mais les derniers événements ont dû ouvrir les yeux aux camarades. S'y laissera maintenant prendre qui voudra bien.

C'est surtout le *Bulletin Communiste*, qui est lu ici par de nombreux ouvriers et dont on reconnaît la valeur des études, qui fait l'objet de la nouvelle campagne des bolchévisateurs.

Dans les petits cercles fermés, ce n'est que motion sur motion condamnant Souvarine et son *Bulletin* et mettant l'opposition en demeure de cesser la propagande de celui-ci.

La motion une fois votée, on invite la minorité à se conformer à une décision de la majorité. Comme c'est simple !

Une réunion plus large, une conférence de cadres, s'est tenue à Rouen le dimanche 29 novembre. C'était l'occasion où jamais de faire donner les camarades du rang contre l'opposition communiste, et le Bureau Régional s'était bien promis de le faire. Mais il n'eut pas le dessus au cours de la controverse qui s'engagea et, en fin de compte, le Bureau fédéral, jugeant le terrain peu favorable, renonça à l'opération.

L'opposition ne se laissera pas influencer par les violences des bolchévisateurs. Elle a conscience déjà d'avoir grandement servi la cause du communisme en forçant la Direction du Parti à rectifier son tir. Mais elle ne peut se déclarer satisfaite. Des erreurs sont encore à réparer et nous savons trop que les néo-léninistes ne sont pas à l'abri des gaffes. Nous continuerons donc notre œuvre d'assainissement. Rien ne nous empêchera, notamment, de poursuivre la diffusion du *Bulletin*. Nous avons en lui une arme de propagande de premier ordre et nous le savons. La haine qu'il inspire aux néo-léninistes suffirait déjà à former notre conviction à cet égard ; mais, surtout, nous voyons bien comment sont appréciés les articles de doctrine sérieux, véritablement marxistes, qu'on y lit, et par lui nous savons que nous rénovons le Parti.

Et nous poursuivons aussi, en hâte, la réintégration des camarades exclus. Souvarine, Monatte, Rosmer, etc., n'ont en rien démérité du Parti : tous les communistes sérieux en sont convaincus. Ils savent que l'agression dont ils ont été victimes de la part d'inconscients a nuí grandement au développement et au prestige du Parti et ils désirent au fond leur réintégration. S'ils ont tardé à se prononcer, c'est que la discipline caporaliste implantée dans le Parti les a jusqu'ici empêchés de le faire. Nous devons faire appel à leur courage ! Il faut que chacun dise tout haut ce qu'il pense tout bas. Déjà, et depuis longtemps, trois cellules ont demandé la réintégration ; le *Bulletin* publiera leur motion. Que les autres suivent !

Les résultats obtenus sont déjà encourageants, et nous avons tout lieu d'espérer que le plus dur est fait. Encore un effort ! — G. H.



# “ Syndicaliste-Communiste ”

Puisque le *Bulletin* veut rompre avec les méthodes du saint Concile français du communisme et permettre à chaque communiste d'apporter son point de vue, pourquoi, bien qu'il soit un peu tard peut-être, ne pas répondre à l'invitation et définir notre position syndicaliste-communiste ?

Dans son article « *Exclus, mais communistes* », Souvarine était plutôt élogieux à notre égard, et les jeunes du « noyau » qui se trouvent ainsi éclaboussés de la gloire de leurs aînés auraient dû être contents. Mauvaises têtes, ils aiment mieux user de la permission du *Bulletin* et corriger ce qu'ils croient être inexact.

Boris demande : « La Révolution prolétarienne, en arborant l'étiquette « syndicaliste-communiste » fait-elle un pas en avant ou un pas en arrière ? »

La réponse est aisée : les camarades du noyau de la *R. P.* en sous-intitulant ainsi leur revue ne faisaient un pas ni en avant, ni en arrière, ils restaient ce qu'ils étaient tous depuis pas mal de temps.

Ceci nécessite quelques explications.

Les différents phénomènes atteints de « positionnisme » (style bolchévisatoire !), que ce soit Besnard ou Treint, ont toujours eu cette marotte : lequel, du mouvement syndical ou du Parti communiste subordonnera l'autre, alors que chaque organisation a ses tâches particulières et bien suffisantes pour l'activité qu'elle peut déployer ; Souvarine, lui, veut qu'il y ait une doctrine du syndicalisme, alors que le syndicalisme n'est qu'un moyen de lutte continue et acharnée.

Le syndicat, tel que nous le concevons, est une organisation de masse, où les tendances les plus diverses du mouvement ouvrier se coudoient. Comment, dans ces conditions, obéir à une doctrine rigide ? Tout ce qu'on demande au syndicat, c'est d'observer les principes généraux de la lutte de classe. D'ailleurs, les nécessités de la lutte corporative journalière, qu'il lui est interdit de négliger sous peine de perdre toute influence sur les ouvriers, l'empêchent de gaspiller son temps à des discussions théoriques ou à des habiletés politiques.

Ne considérant pas le syndicalisme comme une doctrine mais comme un moyen, nous avons pu nier le syndicalisme pur. Nous estimions et nous estimons encore qu'on est fatalement syndicaliste-anarchiste, fédéraliste ou réformiste ; quant à nous, épousant la doctrine communiste, nous devons fatalement nous appeler « syndicalistes-communistes ».

C'est donc simplement parce que nous sommes communistes, parce que la plus grande partie de notre activité a toujours été dépendante

dans le mouvement syndical, parce que nous en connaissons les particularités (on peut les appeler des préjugés si cela chante), c'est pour tout cela que nous nous appelons syndicalistes-communistes, en opposition aux communistes antisindicalistes. Et nous estimons que pas un ouvrier communiste ne peut renier cette étiquette, le syndicat étant encore, jusqu'à preuve du contraire, le meilleur moyen de remuer les masses ou, tout au moins, de rester en contact avec elles. Nous ne concevons pas un ouvrier communiste qui ne passe pas le plus clair de ses loisirs dans le mouvement syndical.

Pourtant, on veut que nous soyons revenus à de vieilles antiennes, et l'on nous demande pourquoi ?

Est-il bien sûr que nous « retournions » à nos anciennes amours ? Rien de plus inexact, car nous ne les avons jamais quittées. Dans la *Vie Ouvrière* d'avant la bolchévisation, dans la *Lutte de Classes*, nous nous sommes toujours affirmés syndicalistes-communistes.

Mais pourquoi, ajoutez-on, avez-vous à nouveau brandi ce drapeau alors que nous l'avions un peu oublié ? Il est facile de répondre, mais il faut pour cela rappeler le point de départ de notre opposition actuelle.

Quelle a été notre position au moment où la crise vint se greffer et aggraver la crise que subissait le Parti communiste français ? La position de gens honnêtes qui ne connaissant pas, ou connaissant très peu une question, demandent à être renseignés avant de se prononcer. A ce moment, nous ne distribuions pas plus l'éloge ou le blâme à Zinoviev qu'à Trotsky.

Mais nous vîmes alors (il est un peu fastidieux de le rappeler) le Bureau politique russe exiger à toute force l'approbation des autres sections nationales, et un groupe de gens du Parti français, battus la veille par un Congrès, soutenir une fraction russe, car ils flairaient là le moyen de trouver l'appui de l'Internationale et de faire remonter leurs actions en s'affirmant pour la « vieille garde ». C'était si vrai, que certains, tonnait depuis longtemps en faveur de la bolchévisation, avouaient ensuite avoir négligé de prendre connaissance des éléments essentiels de la discussion.

Quand nous vîmes le Bureau politique russe prêt à se servir de n'importe quelles gens pour mener la lutte contre Trotsky, quand nous le vîmes se servir de gens dont l'action dans le mouvement syndical avait été néfaste, nous décidâmes, quelle que fût notre admiration pour certains conducteurs de la Révolution Soviétique, de nous dresser contre ces procédés.

Nous savions, en effet, quelle avait été, sur le plan régional, l'œuvre de ces gens dont certains avaient acquis la connaissance du mouvement ouvrier dans des bureaux du contentieux, et nous ne voyions pas sans craintes sérieuses ces gens revenir à la surface et expérimenter leurs méthodes sur le plan national.

Nous connaissions leur système, consistant à transporter sans changement dans l'organisation syndicale leur conception d'un parti, ce qui aboutit au syndicalisme de secte. Nous avions déjà bataillé pour faire admettre que tout ouvrier, voire réformiste ou anarchiste, doit se sentir à son aise au syndicat.

Nous connaissions le mouvement syndical pour y avoir beaucoup milité, nous prévoyions les bêtises des pseudo-communistes anti-syndicalistes, et c'est pour cela que nous avons arboré plus visiblement notre étiquette de « syndicalistes-communistes », nous donnant pour tâche d'essayer d'empêcher ces fautes.

Nos prévisions étaient malheureusement justes. Parce que les ouvriers ont supporté les bêtises de dirigeants improvisés, parce qu'ils identifient complètement la C.G.T.U. au Parti, les ouvriers, quand ils ne sont pas carrément communistes, ne viennent plus aux syndicats unitaires ou même les quittent. La confusion existe au point que nous avons vu il y a peu de temps un ouvrier qui, sa carte syndicale en poche, se plaignait de ne pas être affecté à une cellule, croyant être adhérent au Parti.

On essaie de remédier à cet état de choses en créant des « comités d'unité prolétarienne », qui ne sont autre chose qu'une section syndicale d'usine telle que nous la comprenons, mais dont on éloigne encore les ouvriers par des mots d'ordre insensés. D'ailleurs, la multitude d'organismes créés chaque jour sur le papier, se superposant et disparaissant huit jours après, fait qu'on ne peut pas prendre les C.U.P. au sérieux.

Les méthodes de faillite ont fait leurs preuves, elles continueront à les faire quelque temps. Puissent les syndicalistes-communistes, quand les naufrageurs quitteront le bateau confédéral, n'avoir pas trop de mal à le renflouer.

Jean Didier.

N. D. L. R. — *Ce n'est pas nous qui avons voulu que le syndicalisme soit une doctrine, — mais les syndicalistes eux-mêmes. Nous ne demandons pas mieux que « syndicalisme » devienne synonyme d'« action syndicale ». Ce serait une divergence de moins entre nos amis de la R. P. et nous. Aussi bien, ce n'est pas l'étiquette de la revue syndicaliste-communiste qui nous a troublés, comme nous l'avons expliqué, mais le contenu de certains articles. Et si, à la R. P., on ne prétend pas que le syndicalisme se suffit à lui-même et que le Parti n'a pas à se mêler aux luttes ouvrières, tant mieux ; nous nous retrouverons tôt ou tard dans un même parti communiste, qui saura tenir sa vraie place et jouer son vrai rôle dans l'action ouvrière.*

## Entre camarades

Nous voici au numéro 8 du *Bulletin*. Peu de camarades se rendent *réellement* compte des sacrifices et du travail nécessaires pour assurer l'existence d'un tel organe.

N'ayant pas l'appui matériel d'une organisation, nous n'arrivons à *leur* qu'à force de dévouement de la part de la poignée de militants résolus qui se sont mis à la besogne. Les camarades qui font le *Bulletin* ont tous leur vie à gagner, et dans des conditions pas toujours brillantes ; et si leur dévouement n'a pas de limites, leurs forces en ont.

Les deux premiers mois d'existence du *Bulletin* nous ont donné toutes raisons de persévérer mais auraient dissipé, s'il en avait été besoin, toute illusion quant aux possibilités de succès matériel. Les ouvriers ont des conditions de vie de plus en plus pénibles : les cotisations, souscriptions et collectes sont trop nombreuses ; il est difficile de s'abonner à un nouvel organe qui vient dans une période d'apathie générale.

De notre côté, nous ne pouvons faire plus que ce que nous avons fait pour la diffusion. Au contraire, nous allons être obligés de réduire nos dépenses, en diminuant quelque peu le tirage (de 500 ex.) et en réduisant le nombre de kiosques où le *Bulletin* est en vente, pour ne garder que les meilleurs.

Nous étudions aussi la possibilité d'une modification dans notre mode de parution : en doublant le nombre de pages et le prix de vente, et en ne sortant qu'une fois par quinzaine, nos abonnés ne seraient pas frustrés d'une ligne et nous y trouverions une économie de travail et d'argent (frais d'expédition). A cela s'ajouterait l'avantage de pouvoir passer dans chaque numéro les plus importantes rubriques.

Nous avons posé la question dans le dernier *Bulletin*. Peu de camarades ont répondu. Tous, jusqu'à présent, sont partisans du maintien de la publication hebdomadaire. Nous ne demandons pas mieux, de notre côté, mais nous n'y réussissons que si de nouveaux camarades nous renforcent, ou renforcent nos moyens.

Les bons conseils sont toujours les bienvenus, mais encore faut-il que nos amis ne se bornent pas à conseiller. Parmi ceux qui insistent pour l'hebdomadaire, il y a des abonnés de six mois... Nous invitons cordialement nos abonnés de trois et de six mois à compléter sans tarder leur abonnement annuel : c'est maintenant que le *Bulletin* vit ses jours les plus difficiles.

Réjouissons-le : nous avons confiance et nous tiendrons. Mais avec vous, camarades, — pas tout seuls. Avis à ceux qui ont déjà fait quelque chose pour le *Bulletin* mais pourraient faire plus. Avis à ceux qui n'ont pas fait grand-chose ou n'ont rien fait du tout.

\*\*

Beaucoup de nos correspondants doivent s'étonner du retard apporté à leurs lettres. La raison est bien simple ; nous n'avons pas de sténo-dactylo, au *Bulletin*, et il faut faire le courrier goutte à goutte, la nuit, à la plume.

Nous demandons de l'indulgence et de la patience

\*\*

Le rédacteur du *Bulletin* est tombé malade, en plein travail de rédaction de ce numéro, et a dû s'absenter plusieurs jours. D'où le retard dans la publication cette semaine.

Nos lecteurs voudront bien excuser ce retard.

Qu'attendez-vous  
pour envoyer votre abonnement  
et pour nous trouver  
quelques nouveaux abonnements ?

# Le problème agraire en France

## 1. - Les données économiques

Nous croyons qu'on ne peut examiner utilement la question agraire sans rappeler d'abord les conditions économiques de la vie rurale d'aujourd'hui, c'est-à-dire sans caractériser la production et les échanges agricoles. Ils sont, en effet, la source de la richesse paysanne qui, répartie injustement, crée aux champs des classes rurales aux intérêts différents et contradictoires qui se livrent entre elles une lutte assez confuse.

Si l'on tablait seulement, comme on se contente souvent de le faire, sur la répartition inégale de la propriété ou bien sur le mode de vie des salariés agricoles, il y aurait quelque chose qui resterait mystérieux dans cette paysannerie française qu'il est difficile de saisir en ses nuances, elle qui passe, de loin, pour assez homogène, et, en sa mobilité, elle que l'on est tenté de voir figée dans l'aspect classique et immuable du petit propriétaire. Nous ne saurions jamais trop l'étudier objectivement pour en connaître la structure et pour en comprendre les aspirations.

\*\*

L'agriculture française est caractérisée, depuis un demi-siècle surtout, par le rôle croissant qu'elle joue dans les échanges commerciaux.

Grâce aux chemins de fer, les villes ont étendu considérablement la banlieue alimentaire où elles vont s'approvisionner. En particulier, Paris draine tous les jours une bonne partie de la production laitière d'une quinzaine de départements. Depuis la guerre, l'usage des camions automobiles n'a fait que rendre plus nette encore cette mobilisation commerciale des produits agricoles. Il est bien révolu le temps où l'on pouvait dire que la campagne vivait, ou plutôt végétait, repliée sur elle-même et cherchait à se suffire le plus possible, vendant peu et achetant peu, ne maniant presque pas d'argent. Aujourd'hui, le commerce s'est même étendu à des denrées qui jadis n'auraient pas trouvé preneur, par exemple à des fruits de qualité médiocre.

Il suffit d'évoquer ces faits présents à chacun pour que deux conséquences en découlent pour la campagne.

La première, c'est que le paysan est devenu un commerçant, c'est-à-dire un producteur qui dispose d'un excédent et qui est soumis aux cours du marché, en tant que rouage le plus élémentaire des échanges. Les courtiers qui traitent avec lui ne le font presque jamais sans avoir, en poche, un télégramme du grand centre qu'ils approvisionnent. Le paysan ressent les effets de la hausse et de la baisse et son horizon s'étend désormais jusqu'à la Villette. De notre point de vue communiste, nous remarquerons que les formes sociales les plus neuves de la vie rurale, c'est-à-dire les associations, revêtent un caractère à la fois industriel ou commercial ou même purement commercial. Ce sont des coopératives pour la fromagerie, pour la fabrication et la vente des vins, pour l'écoulement des primeurs. Ce sont des syndicats d'achat pour les engrais et les machines. Si la production agricole reste encore individualiste, les échanges prennent volontiers la forme collective. En tout cas, ils entrent dans le grand commerce qui, lui, est capitaliste. C'est donc en tant que commerçant que le paysan est lié à la vie moderne.

La seconde conséquence, très douloureuse pour

beaucoup de travailleurs de la campagne et, en général, de la province, c'est la marche vers un coût uniforme de la vie, une sorte d'industrialisation alimentaire, d'alimentation en série. La vie, si l'on met à part les loyers, est maintenant aussi chère à la campagne qu'à la ville, car la ratte des produits agricoles, en particulier pour l'approvisionnement d'été des villes d'eau, n'épargne aujourd'hui aucun petit marché, si bien qu'on arrive à cette sorte de paradoxe : dans les pays producteurs, qui sont la proie des courtiers, des vivres tels que la volaille, les légumes et les fruits coûtent aussi cher qu'en ville. Il n'y a donc plus de régions privilégiées, providentielles aux petites bourses et le prolétariat des campagnes et des petites villes qui ne cultive pas de terre et qui touche encore des salaires inférieurs, accrus à peine depuis les temps où la vie était à bon marché, se trouve maintenant aux prises avec la vie chère et, mal organisé ou livré à lui-même, se contente de salaires de dix et douze francs par jour.

Ainsi, le développement des échanges agricoles se retourne, d'une manière inattendue, contre une partie du prolétariat.

\*\*

Cette circulation plus intense, qui est amenée par une demande croissante des villes, est certainement en rapport avec la hausse des denrées.

Cette hausse, qui était déjà manifeste dans la plupart des pays durant les années d'avant-guerre, à partir des années 1900-1905, n'a fait que continuer depuis 1914. Il y a sans doute des exceptions dont la plus nette est certainement le vin ; on pouvait parler aussi du blé qui, durant ces années écoulées, se vendait 70 et 80 fr. les 100 kilos et, à ce prix, ne payait pas les frais de culture.

Mais actuellement, le blé est à 130 et même 140 fr., ce qui représente à peu près 5 fois le prix moyen de 1913, 27 fr. 82. Pour le bétail et ses produits, les prix sont quelquefois multipliés par un coefficient supérieur à 5. On voudra bien nous dispenser de refaire ici nos calculs, d'après lesquels le boeuf de boucherie est actuellement payé aux paysans 5 fois environ le prix de 1914, le veau de boucherie 6 fois en moyenne, le lait vendu en ville 5 fois, le lait livré aux laiteries plus de 6 fois dans certains pays de l'Est, les oeufs de 5 fois 1/2 à 7 fois selon la saison, le beurre 5 fois au moins, les pommes de terre de 4 fois 1/2 à 5 fois. En moyenne, la hausse peut donc s'exprimer par le rapport de 5 à 1, ce coefficient tendant à être dépassé.

Sans doute, cela n'est pas bénéfique net pour le paysan, puisque la cause de cette hausse en partie factice est l'inflation monétaire, le franc ayant perdu les 4/5 de sa valeur si l'on s'en réfère au change. Mais il faut, pour évaluer socialement cette hausse et pour comprendre les rapports de classes qu'elle détermine, se demander si les salaires de toutes les corporations se trouvent, eux aussi, portés à 5 fois leur valeur nominale de 1914. Vraisemblablement, nous serions souvent loin du compte et d'ailleurs si cela était, personne n'aurait de raisons de se plaindre de la vie chère. Trop de travailleurs sont aux prises avec cette vie chère pour que, dans l'ensemble, la hausse des denrées agricoles ne se traduise pas par un avantage sensible, provisoirement consolidé, au profit des ruraux, une bonne fraction des consommateurs ayant été lésée.

Il est certain que des camarades seront surpris

par cette conclusion qui pourtant saute aux yeux à la campagne. Nous pouvons même nous attendre à certaines objections auxquelles nous allons essayer de répondre d'avance.

La production agricole est, nous dira-t-on, moindre qu'en 1914. C'est exact pour les céréales et on a pu le constater aussi pour le cheptel. Mais n'oublions pas que les paysans français ne sont pas en majorité de gros vendeurs de grain. Si l'étendue emblavée ne progresse pas et même s'est resserrée un peu, par contre l'élevage fait en France de grands progrès et constitue la première des richesses agricoles. Et puis, cette production moindre profite à une population rurale moindre, saignée et meurtrie par la guerre, allégée par l'émigration. Les restants, moins nombreux, réalisent les bénéfices accrus.

L'on ne manquera pas de nous objecter aussi que les frais de culture sont plus élevés qu'avant 1914, ce à quoi nous consentirons, en faisant remarquer toutefois qu'il ne faut pas exagérer. En effet, le nitrate de soude n'est que 4 fois 3/4 plus cher qu'en 1914 et le sulfate d'ammoniaque 3 fois 1/2. Quant à la journée d'un salarié agricole, elle a tout au plus été multipliée par 5 et quelquefois même par 3 et par 4. Ajoutons que non seulement l'accroissement des frais de culture n'a pas enlevé le bénéfice de la hausse, mais que cette hausse a même entraîné un accroissement volontaire de ces frais que le paysan ne redoute plus autant depuis qu'il manie de l'argent et considère comme un placement toute mise de fonds utile à son travail. Par exemple, il n'est pas rare que le nombre des faucheuses ait été multiplié par 4 ou 5 dans des pays de petite culture encore pauvres et arriérés au point de vue technique.

Cette hausse du prix des denrées nous paraît donc manifeste et nous devons en tenir compte si nous voulons comprendre le mécanisme de la vie rurale et la psychologie du paysan. Mais, bien entendu, il nous faudra rechercher à quelles catégories de ruraux cette hausse a surtout profité. Sinon, si nous généralisons, nous ne ferions qu'opposer un préjugé à un autre préjugé, celui de l'enrichissement général du paysan à celui de la misère du paysan.

\*  
\*\*

Avant d'entreprendre cette analyse des classes rurales, il nous faut compléter cette esquisse économique en donnant une idée des progrès survenus à la campagne.

Il existe, depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, une tendance de plus en plus marquée à la *spécialisation agricole*. Dans beaucoup de campagnes, l'ancien état de choses, qui était un équilibre entre l'élevage et la culture des céréales, n'est plus qu'un souvenir depuis que cet équilibre est rompu en faveur de l'élevage. En Normandie, le paysan ne cultive presque plus la terre et devient par essence un éleveur ; dans l'Est, sur les plateaux calcaires, les maigres pâturages que l'on nomme les friches, sont en train d'acquiescer, depuis l'installation d'une fromagerie dans chaque village, une plus-value par rapport aux champs.

Ailleurs, c'est une prédilection très nette, commandée plus ou moins par les conditions naturelles, pour telle ou telle monoculture spécialisée. C'est par exemple la vigne dans le Bas-Languedoc, ce sont les primeurs et les fruits en Vaucluse, dans la vallée de la Garonne et en Roussillon, c'est le pin dans les Landes gasconnes. Cette spécialisation rend le paysan solidaire des cours commerciaux : si les légumes et les fruits se vendent bien, si les résiniers ont profité de la hausse considérable de la résine, la crise viticole du Languedoc

est loin d'être conjurée. Le danger, dans ce cas, c'est la surproduction qui entraîne la mévente, c'est aussi la concurrence des autres producteurs étrangers. Le paysan du vieux type non spécialisé pouvait connaître la pauvreté, mais il n'était pas exposé à ces à-coups commerciaux.

Un autre résultat de cette ampleur accrue des échanges agricoles, c'est la *double amélioration de la technique rurale et de l'existence matérielle du paysan*.

Il ne s'est pas produit de révolution dans la manière de cultiver le sol et les progrès d'aujourd'hui se trouvaient amorcés déjà en 1914. L'agriculture reste empirique et routinière et la biologie et la chimie agricoles, qui commencent à se constituer comme sciences, ne sont pas encore vulgarisées. Il faut saisir cependant des indices pleins d'intérêt, par exemple l'amendement par le chaulage des terres de l'Ouest de la France, l'utilisation plus fréquente des engrais chimiques, l'emploi généralisé des prairies artificielles, la sélection du bétail et des semences, le recul considérable du seigle devant le blé. Il faut rappeler aussi le recours croissant au machinisme agricole qui, dans l'Est et le Nord, est connu depuis un demi-siècle, alors que d'autres régions, les contrées pauvres de montagne, commencent seulement à en bénéficier. La raréfaction de la main-d'œuvre agricole impose d'une manière pressante ce recours aux machines, dont la petite propriété elle-même semble s'accommoder provisoirement, les propriétaires de machines prêtant ou louant leur outillage et, à charge de revanche, les voisins venant aider à la moisson et au battage. Le prix de revient ne serait plus un obstacle si les syndicats, les communes ou l'Etat pouvaient mettre à la disposition des petits cultivateurs le matériel indispensable. Alors s'ébaucherait une forme nouvelle de travail collectif.

Remarquons que certaines de ces améliorations techniques n'ont pas comme but d'accroître la production, mais de soulager le paysan dans son travail. C'est que le paysan, que l'on dit pourtant assez âpre au gain, sent tout de même aujourd'hui la nécessité d'élever son niveau de vie. Là où l'électrification rurale est commencée, la raison en est soit le désir d'un éclairage plus commode, soit celui de supprimer certaines corvées pénibles à l'aide des coupe-racines, concasseurs et barattes mues par un petit moteur. Du reste, il y a encore beaucoup à réaliser en matière de bien-être et même d'hygiène, surtout dans certains pays de montagne qui restent encore surpeuplés pour leurs ressources et qui ont été jusqu'à présent habitués à une vie chétive parce que, bien souvent, la propriété s'y est constituée depuis peu et qu'il a fallu, la terre une fois payée, faire, avant de songer à soi, les frais sommaires d'un outillage agricole.

\*  
\*\*

Ce dernier exemple nous laisse pressentir que cette plus-value acquise par les produits de la terre ne profite pas également à tout le monde. En effet, dans cette paysannerie qui se trouve actuellement en pleine ascension économique, nous voyons se dessiner une différenciation en classes plus ou moins distinctes.

Si elles sont moins apparentes qu'ailleurs, n'est-ce pas parce que ce mécanisme de la vie rurale que nous avons essayé de décrire comporte aussi une atténuation de ces classes et empêche un fossé de se creuser profondément entre paysans français ? Nous répondrons à cette question dans notre prochain article.

Jean Roche.

(A suivre.)

# Chronique de la Vie soviétique

## Avant le 14<sup>e</sup> Congrès du Parti

Le 15 décembre se tiendra le 14<sup>e</sup> Congrès du Parti russe. Aucune discussion importante ne l'aura précédé. Les conférences locales et régionales entendent les délégués des organismes centraux et votent avec discipline les résolutions proposées. L'heure d'une participation de la masse à l'élaboration des projets et à l'orientation politique du Parti n'a pas encore sonné.

La *Pravda* du 27 novembre publie des thèses de Kamenev approuvées par le Bureau politique du Parti, et qui seront de même approuvées par le Congrès. En voici un résumé analytique, éclairé de quelques commentaires.

Le premier chapitre traite des « *Tâches générales du Parti dans la direction de l'économie nationale* ». On n'y trouve que des généralités sur lesquelles tous les communistes sont d'accord : renforcer l'industrie ; attirer les paysans dans l'œuvre de construction socialiste ; assurer le rôle dirigeant au prolétariat. Il faut noter cependant que ces formules représentent, du point de vue ouvrier et marxiste, un très grand progrès sur celles de l'été dernier, où des camarades comme Boukharine et Kalinine versaient dans un « paysannisme » outrancier, fondaient leurs espoirs de progrès socialistes sur les « paysans aisés », expression nouvelle évitant de prononcer le mot « koulak ». Kamenev parle au contraire de « renforcer les couches pauvres et moyennes de la paysannerie », ce qui est conforme au programme du Parti et aussi aux conceptions de l'ancienne opposition, laquelle était de mentalité prolétarienne, et non petite-bourgeoise... Les thèses insistent sur le rôle revenant aux syndicats dans les progrès futurs du pays et sur l'importance de la coopération — idées excellentes qu'il ne s'agit plus que de réaliser.

Le chapitre 2 est consacré aux « *Résultats* » acquis. « *La construction pacifique ne dure dans l'Union que depuis quatre ans.* » Voici quelques chiffres caractérisant la situation d'aujourd'hui :

### Production rurale :

En 1923-24 .....	8.116 millions de roubles	
— 1924-25 .....	8.106	—
(Prévision) 1925-26 ..	10.000	— et plus

### Production industrielle d'Etat : (en roubles d'avant-guerre) (1)

En 1923-24 .....	1.854 millions de roubles	
— 1924-25 .....	2.998	—
(Prévision) 1925-26 ..	4.511	—

### Nombre d'ouvriers employés dans l'industrie :

En 1923-24 .....	1.516 mille	
— 1924-25 .....	1.846	—
(Prévision) 1925-26...	2.300	—

(1) Il ne faut pas confondre le rouble d'avant-guerre avec le rouble tchervonetz d'aujourd'hui, qui ne vaut qu'un peu plus de la moitié de l'ancien. Les articles de l'*Humanité* sur l'économie russe sont dépourvus de valeur, voire même mensongers, faute de tenir compte de ce fait. Nos camarades russes ont le tort de ne pas unifier leurs statistiques et d'employer tantôt le rouble-or, tantôt le rouble-tchervonetz, tantôt le rouble-marchandise, ce dernier établi d'après un index des prix.

### Extraction du naphte :

En 1923-24 .....	362 millions de pouds,	64 % d'av-g.
— 1924-25 .....	423	75 % —
(Prévision) 1925-26..	521	93 % —

### Extraction de la houille :

En 1923-24 .....	962 millions de pouds,	54 % d'av-g.
— 1924-25 .....	979	55 % —
(Prévision) 1925-26..	1.514	86 % —

### Production du fer :

En 1923-24 .....	562 millions de pouds,	22 % d'av-g.
— 1924-25 .....	698	44 % —
(Prévision) 1925-26..	1.825	71 % —

### Production de la fonte :

En 1923-24 .....	402 millions de pouds,	15 % d'av-g.
— 1924-25 .....	795	30 % —
(Prévision) 1925-26..	1.512	58 % —

### Production des colonnades :

En 23-24 .....	6.527 millions d'archines,	25 % d'av-g.
— 24-25 .....	12.399	48 % —
(Prévision) 25-26..	17.996	70 % —

### Production des tissus :

En 23-24 .....	1.174 millions d'archines,	35 % d'av-g.
— 24-25 .....	2.095	62 % —
(Prévision) 25-26..	3.051	90 % —

### Circulation commerciale :

De 291 trusts pour 1924-25....	3.623 millions de roubles	
De 12 syndicats pour 1924-25..	1.130	—
D'autres org. commerc. d'Etat	800	—
Des coopératives de consommation .....	3.720	—
De la coopération rurale....	996	—

### Moyenne de chargement de wagons :

En 1923-24 .....	13.500 wagons, soit	4.120.000 pouds
— 1924-25 .....	17.398	5.040.000 —
(Prévision) 1925-26..	22.000	6.410.000 —

### Argent en circulation :

En 1923-24 .....	627.100.000 roubles
— 1924-25 .....	1.246.899.500 —

### Crédits accordés par les Banques d'Etat et par 5 autres Banques à l'économie nationale :

En 1923-24 .....	956 millions de roubles	
— 1924-25 .....	1.997	—
(Prévision) 1925-26...	3.000	— et plus

### Budget :

En 1923-24 .....	1.917 millions de roubles	
— 1924-25 .....	2.800	—
(Prévision) 1925-26...	4.000	—

Kamenev estime que ces données justifient la politique du Parti. (Nous renvoyons à une autre fois notre étude de ces chiffres.) Elles accusent une croissance ininterrompue de la production qui, dans un an, ne sera pas loin d'atteindre le niveau d'avant-guerre (2), sauf dans l'industrie lourde.

(2) Notons en passant que les données sérieuses produites par Kamenev démentent les affirmations mensongères de l'*Humanité* qui, depuis plus d'un an, raconte que la production d'avant-guerre est dépassée. Comme si la révolution avait besoin de ce zèle servile !

Les trois premiers tableaux ne donnent pas la comparaison avec les chiffres correspondants d'avant-guerre. En consultant l'album du « Conseil conjonctural » du Gosplan, édité en 1924, nous nous sommes aperçu que les chiffres n'y correspondent pas à ceux de Kamenev, sans doute parce que établis en roubles d'avant-guerre, tandis que les derniers sont en roubles-tcherventsi. Nous ferons ultérieurement l'étude comparative.

Le chapitre 3 concerne les « Difficultés de croissance et la façon de les surmonter ». Les difficultés sont d'abord dans la contradiction des tendances de développement, renforçant « le rôle des éléments non socialistes de l'économie (croissance de la nouvelle bourgeoisie à la ville et à la campagne ; renforcement relatif des flancs extrêmes à la campagne : le « koulakisme » (paysannerie riche) et la pauvreté ; tentatives du capital privé, à côté de l'accroissement du poids spécifique du commerce d'Etat et coopératif, de conserver et de renforcer ses positions) ».

Autre difficulté : l'industrie d'Etat, faute de capitaux, ne joue pas pleinement son rôle de régulatrice du marché.

Il s'agit d'entraîner 22 millions de foyers paysans dans le système économique socialiste. Cette tâche implique la connaissance profonde des forces économiques diverses et de leurs tendances, plus ou moins stables, l'existence d'un plan permettant d'agir sur le marché, etc. Les erreurs récentes sur les possibilités de réalisation de la récolte, la baisse des prix des blés, le programme d'exportation et d'importation, etc., proviennent d'insuffisantes appréciations de ces facteurs.

Il n'est pas douteux qu'il se produit une concentration des produits dans les mains des « koulaks » dont l'influence grandit. On doit y opposer la coopération. Celle-ci n'est pas actuellement en mesure de paralyser les tendances propriétaires individualistes des paysans. Le Parti doit consacrer plus d'attention à la coopération.

« La politique du Parti doit tendre à l'union des masses paysannes moyennes et pauvres contre les « koulaks ». (Incontestable progrès sur la politique fondée sur le « paysan aisé », en honneur six mois plus tôt.)

Le chapitre 4 traite de « l'Economie rurale ». « Malgré la bonne récolte de l'année, le rendement reste extraordinairement faible ; extrêmement bas aussi est le niveau technique de l'agriculture », etc. Ces constatations indiquent le sens dans lequel le Parti doit orienter son effort. Il existe bien des décisions antérieures du Parti, sur le crédit agricole, les fournitures de machines, etc., qu'il faudrait pouvoir réaliser.

Le chapitre 5 est consacré à « l'Industrie ». Le niveau de production industrielle atteint ne permet pas de satisfaire les besoins du pays. La « famine de marchandises » provoque d'énormes majorations des prix de détail, favorise la croissance des capitaux des intermédiaires, risque de diminuer les salaires réels.

Il faut un « développement de l'industrie selon un plan », pour augmenter la quantité des marchandises, diminuer leur prix, améliorer leur qualité (3). Il faut aussi envisager de nouvelles constructions industrielles. Les dépenses que devra faire l'Etat profiteront non seulement à l'industrie, mais encore à l'agriculture, puisque celle-ci souffre de l'insuffisance des produits manufacturés.

(3) La question de la qualité des produits a été posée avec un grand retentissement pour la première fois par Trotsky, lors de son retour à l'activité, il y a quelques mois. On ne songeait pas que dans la production figurant sur les statistiques, il se trouvait une très forte proportion de marchandises inutilisables. L'initiative de Trotsky a forcé l'attention sur cet important sujet.

Mais où prendre l'argent nécessaire ? Dans les revenus et l'accumulation soviétiques. On devra supprimer le plus possible de dépenses improductives. Et Kamenev d'insister particulièrement sur la nécessité d'un plan de réorganisation industrielle. (Dire que Trotsky a été couvert de boue si récemment, à cause de sa conception du « plan » !)

Dans l'année économique en cours, 800 à 900 millions de roubles seront employés à fortifier l'industrie, en tenant compte des conditions naturelles (centres de matières premières, transports, etc.). Ici encore, les idées de Trotsky sur la concentration sont mises à contribution.

Le chapitre 6 traite du « Commerce intérieur et extérieur ». Au moins la moitié des marchandises produites par l'industrie d'Etat sont transmises aux consommateurs par les commerçants privés, et c'est un progrès sur l'an passé. Il faut donc travailler à renforcer la coopération et le commerce d'Etat.

Les discordances régnant dans les organes commerciaux ont obligé de fondre en un seul les Commissariats du Commerce extérieur et du Commerce intérieur. On ne peut plus tolérer la spéculation exercée par des organismes soviétiques et coopératifs à la faveur de la « famine de marchandises ».

Et Kamenev d'insister, ici encore, sur la nécessité d'un plan d'importation et d'exportation.

Au chapitre 7, il est question des « Transports ». Les progrès économiques exigent évidemment des transports à la hauteur des nouveaux besoins. Actuellement, le transport des marchandises atteint 85 % de la charge d'avant-guerre ; celui des voyageurs dépasse celle-ci. Mais le matériel s'use, et si l'on ne le renouvelle pas, l'insuffisance des transports retardera le développement économique. Il faut donc que les recettes soient consacrées essentiellement à l'amélioration des réseaux et du matériel.

Il est urgent aussi de réparer les routes, abandonnées depuis la guerre.

Chapitre 8 : « Le système monétaire, le budget ». « La conservation de la stabilité monétaire coûte ce qu'elle coûte est le principe fondamental de notre économie ». On ne fera d'inflation sous aucune forme.

Le système de crédit en vigueur a donné de bons résultats ; on devra étendre ceux-ci en attirant dans la circulation l'argent accumulé chez les paysans.

Le budget reflète les progrès de l'économie, car il englobe le passif et l'actif de l'industrie nationalisée, des transports, du crédit, du commerce, etc. Cette année, on a augmenté les dépenses consacrées à la production et à la culture, malgré la forte diminution de l'impôt rural.

Le chapitre 9 est consacré à « La classe ouvrière ». Grâce à la restauration de l'industrie, le prolétariat, déclassé pendant la période de désorganisation, se rassemble à nouveau. La productivité du travail augmente, les salaires aussi. Mais ceux-ci doivent être encore relevés dans certains domaines défavorisés.

L'industrie manque d'ouvriers qualifiés. Le problème de l'apprentissage se pose d'une façon pressante.

Un court chapitre 10 parle de la « Préparation et utilisation du personnel scientifique et technique ». Il s'agit d'élever l'économie russe à la hauteur de la technique moderne. Pour cela, il n'est que d'utiliser les vieux spécialistes et de former une génération nouvelle de techniciens soviétiques. Suit l'énumération d'une série de mesures à prendre pour réaliser effectivement ces projets.

Enfin, le 11<sup>e</sup> et dernier chapitre est intitulé : « Questions de rythme et de plan ». Le plan, tou-



jours le plan : on le rencontre à chaque pas, à tout propos. Et c'est compréhensible, car le plan est une condition *sine qua non* du socialisme. Kamenev dit fort justement que le critérium du *niveau d'avant-guerre*, constamment employé comme point de comparaison, est « *étroit et artificiel* », car il ne tient pas compte des changements profonds apportés dans la structure économique par la dictature du prolétariat, et se trouve insuffisant et inexact. En établissant notre plan, il faudra désormais prendre pour comparaison le *niveau de la technique et de l'économie mondiales*.

Les produits russes doivent pouvoir concurrencer ceux des autres pays. Les moyens dont dispose l'Etat soviétique devraient lui permettre de rattraper le retard technique et culturel de la Russie, même sans le capital étranger, grâce à l'inépuisable énergie des masses ouvrières.

« *L'exécution des tâches énumérées ci-dessus exige la liaison de tous les domaines de l'économie dans un plan général.* » Et cette idée est exprimée encore de diverses façons.

Telles sont, en résumé, les thèses de Kamenev. Il y aurait beaucoup à dire, naturellement, sur tous les points qu'elles touchent. Mais ce sera pour plus tard, quand nous aurons fourni aux communistes français l'essentiel des matériaux d'origine soviétique qui leur font défaut, depuis qu'il est interdit d'étudier sérieusement la Révolution russe dans le Parti « bolchévisé ». En prenant connaissance de l'exposé de Kamenev, le lecteur attentif a pu se rendre compte de la différence entre ce travail documenté et les sinistres dithyrambes de l'*Humanité*, qui discréditeraient le régime soviétique si celui-ci, heureusement, n'avait d'autres moyens de se justifier. — B. S.

## Le Mouvement ouvrier international

### FRANCE.

#### La campagne de recrutement

Le recrutement est à l'ordre du jour. L'augmentation des effectifs du Parti semble devenir la préoccupation essentielle de la Direction. Ce n'est pas d'hier que nous avons pris position à ce sujet. Fin 1925, avant le Congrès de Lyon, nous avons eu à lutter contre la direction de la Fédération de la Seine, laquelle, sans se soucier de la situation politique et économique, lançait inconsidérément des campagnes de recrutement. Nous disions à cette époque, comme maintenant, que ce n'est pas seulement une fois l'an, pendant une période déterminée, qu'il faut penser au recrutement, mais en tout temps, et qu'une bonne politique du Parti, inspirée des intérêts et des aspirations du prolétariat, fera plus pour le recrutement quotidien que toutes les campagnes. Le Congrès de la Seine et le Congrès de Lyon avaient adopté notre point de vue. L'actuelle Direction, sur cette question comme sur tant d'autres, revient donc en arrière.

La campagne d'aujourd'hui est significative. Que voit-on ? Que lit-on ? Sur les murs de Paris, une affiche proclamant que tous les adversaires des impôts Caillaux et de la guerre du Maroc doivent adhérer au Parti. *Tous au Parti !* proclame une brochure de propagande. On lit dans l'*Humanité*, au-dessous d'un bulletin d'adhésion : « Sympathie... n'attendez pas une minute, remplissez ce bulletin d'adhésion et expédiez-le ». Enfin, c'est là, paraît-il, le plus beau cadeau à offrir à sa femme (!) qu'une carte du Parti.

Il suffira donc d'être contre les impôts Caillaux et contre la guerre du Maroc pour adhérer au Parti, sans attendre, nous dit-on, une minute.

Est-ce ainsi que l'on entend, au Centre, la « bolchévisation » ? Est-ce ainsi que l'on pense arriver à constituer un parti bolchévik ?

Mais la Direction ne s'en tient pas là. Qui pourra comprendre pourquoi il faut au Parti 30.000 nouveaux adhérents plutôt que 20.000 ou 40.000 ? Pourquoi 5.000 adhérents à telle région, 500 à tel rayon, 50 à telle cellule ? Nous avouons ne pas comprendre ; ou plutôt si, nous comprenons que c'est là le résultat du « travail » d'une bureaucratie anticommuniste.

Alors que 75 % au moins des membres actuels du Parti sont de tout nouveaux membres sans éducation politique, alors que l'absence de cadres

est un fait incontestable, on songe à attirer des milliers (?) de nouveaux adhérents. Avant de les attirer au Parti, il aurait fallu créer et former ces cadres. Telle n'est pas la pensée du Centre.

Au moment de l'occupation de la Ruhr, la politique du Parti était juste ; le mot d'ordre de *fraternisation* avait alors un sens et était compris par les masses ouvrières des deux pays. Malgré le départ de la bande Frossard, malgré la répression gouvernementale, les ouvriers comprenaient et venaient au Parti, les ouvriers assistaient en masse aux réunions et aux meetings organisés par le Parti et les demandes d'adhésions affluaient.

Aujourd'hui, en pleine guerre du Rif, après les désastres syriens, il n'en est plus de même. Pour masquer les défections nombreuses, pour cacher les vides qu'elles produisent, on en est arrivé à lancer des « campagnes de recrutement » qui ne seraient pas désavouées par les social-démocrates.

Une politique juste, voilà ce qui nous manque. Au début de la guerre marocaine, les dirigeants réformistes et socialistes avaient peine à contenir leurs troupes. Grâce à la politique de démagogie du Centre, l'influence de la social-démocratie et du syndicalisme réformiste s'est élargie. L'échec de la grève générale est le couronnement de la politique du Centre.

Tant que cette politique ne sera pas abandonnée, tant que ceux qui en portent la responsabilité n'auront pas été écartés, le recrutement, en dépit de toutes les campagnes, restera purement illusoire.

Il y aurait encore beaucoup à dire sur le fait que la nouvelle organisation du Parti, sur des bases de demi-clandestinité, est un danger pour le recrutement. Mais n'insistons pas : l'essentiel, croyons-nous, est dit. — GOURGET.

### Dans les métaux parisiens

La situation dans notre Syndicat parisien des Métaux est le reflet de la situation du mouvement ouvrier en général : c'est dire que tout est loin d'être pour le mieux dans le meilleur des mondes. Il suffit d'ailleurs, pour s'en rendre compte, de consulter le rapport financier récemment fourni par le bureau. Quant au rapport moral, nous n'en parlerons même pas. Comme tous ceux présentés depuis quelque temps dans les organisations ouvrières, il se déroule sur ce thème unique : « Nous avons fait ce que nous avons pu ». Ce qui revient



à dire, si l'on s'en rapporte aux résultats : « Nous ne sommes bons à rien ».

Il serait facile de remédier à cet état de choses s'il ne s'agissait que d'incapacité. Mais la question n'est pas aussi simple, quand on sait que notre syndicat a servi de « champ d'expériences » la direction du Parti.

Prenons un exemple parmi tant d'autres : la rééligibilité, si chère à Monmousseau. Au nom de la « conscience de classe » — car il existe, dit-on, dans les Métaux, une « conscience de classe » qu'on ne trouve nulle part ailleurs — on nous fait voter tout ce que l'on veut. Pourquoi se gêner ? La « conscience de classe » et la rééligibilité ont maintenant quelque chose de commun. C'est encore au nom de la « conscience de classe », sans doute, qu'on impose des votes sur le cumul des mandats politiques et syndicaux. C'est en son nom qu'on érige en principe des questions secondaires, qu'il faut voter coûte que coûte. Seuls, évidemment, les éléments « arriérés » n'y comprennent rien. On serait surpris qu'il en soit autrement.

Ajoutons que la majorité des cellules ayant discuté ces questions s'est prononcée contre le point de vue des dirigeants ; la fraction des Métaux également. Mais nous autres — adhérents au Parti — ne sommes-nous pas, en fait, les « éléments arriérés » ? Qu'on s'en rende compte en interrogeant les membres du Parti délégués au dernier Congrès confédéral.

Avec une telle politique, avec de telles méthodes, les résultats ont été édifiants : on ne quitte pas seulement le Parti, mais on abandonne aussi le syndicat.

Voyons, pour terminer ce court aperçu, le nombre d'adhérents donné par le bureau du syndicat. Les chiffres sont édifiants : 4.500 membres sur plus de 200.000 ouvriers dans la région parisienne. Ajoutons que nous étions 6.000 adhérents avant la fusion avec la Voiture-Aviation, et l'on conviendra avec nous que nous sommes loin d'être dans une situation réjouissante. On nous dit, enfin, avoir en moyenne 450 adhésions par mois. Mais alors ? C'est donc un tonneau de Danaïdes que notre syndicat ? Cet ensemble de faits, qui ne constitue pas un cas isolé, a quelque chose de tragique, si l'on considère les heures sombres qui s'annoncent pour la classe ouvrière.

La direction du Parti prétend que notre crise ne se peut comparer avec celle du Parti allemand, parce qu'en France nous avons une C. G. T. U. Mais ce qu'on ne dit pas, c'est qu'on a saboté le mouvement syndical comme on a saboté le mouvement communiste. Pour être peut-être moins critique, la situation de notre mouvement est analogue à celle du mouvement allemand d'il y a huit mois : elle est le résultat des mêmes méthodes, des mêmes pratiques, de la même incompréhension des besoins de la classe ouvrière et d'une vraie politique communiste.

MAHOY.

## Enquête sur l'organisation

La question de l'organisation est une de celles qui préoccupent le plus de nombreux militants, dans la crise actuelle du Parti. Beaucoup pensent, en effet, que la situation intérieure désastreuse de celui-ci est surtout la conséquence de sa transformation sur la base des cellules, les inconvénients de ce nouvel organisme leur apparaissant plus directement que les erreurs politiques de l'appareil dirigeant.

Après le 5<sup>e</sup> Congrès, le Parti en son entier accepta la réorganisation sur la base des cellules. Les inconvénients des sections apparaissaient à

tous les militants dans l'expérience quotidienne qu'ils en faisaient. Leur défaut principal était le manque de contact étroit avec la classe ouvrière. La cellule y remédiait en permettant de faire connaître la politique et les mots d'ordre du Parti dans l'entreprise qui offrait un champ d'action plus propice à la propagande que le territoire de l'ancienne section.

Dans l'année qui vient de s'écouler, même les plus chauds partisans des cellules se sont rendu compte des graves inconvénients qu'elles présentaient :

Pénurie de militants, d'où absence de discussion ; cloisonnement entre cellules, empêchant le rayonnement des idées ; manque d'assiduité des adhérents, beaucoup habitant loin de leur lieu de travail ; changements fréquents d'usines pour les militants en butte à la répression patronale.

Dans un très grand nombre de cellules, la majorité est formée de « rattachés », les communistes travaillant dans l'entreprise ne formant qu'un petit noyau. De ce fait, il y a eu seulement déplacement du lieu d'action de la section.

De l'expérience acquise, il apparaît que la cellule ne peut être la base organique du Parti, sa véritable forme ne pouvant être obtenue que dans les grandes entreprises. Persister dans notre erreur ne profite qu'aux fonctionnaires du Parti, au détriment de celui-ci.

Dans la situation actuelle, il n'est pas possible d'opérer un changement brusque. Le sous-rayon, base plus large que la cellule, susceptible de redonner une certaine activité politique au Parti, peut être accepté comme base transitoire. L'équilibre étant rétabli, il sera plus facile de revenir à l'ancienne section comme organe de base, en corrigeant les défauts qu'elle présente, par le maintien, dans les grandes entreprises, de la fraction des communistes y travaillant.

P. BARAT.

## Bulletin Communiste

ORGANE DU COMMUNISME INTERNATIONAL

La numéro : 75 centimes

ABONNEMENTS :	France	Etranger
3 mois.....	10 fr.	15 fr.
6 mois.....	18 fr.	25 fr.
1 an.....	35 fr.	45 fr.

Prière d'adresser :

Tout ce qui concerne la Rédaction à Boris SOUVARINE, 123, rue Montmartre, Paris.

Tout ce qui concerne l'Administration à GUILLOU, 123, rue Montmartre, Paris.



TRAVAIL EXÉCUTÉ  
PAR DES OUVRIERS SYNDIQUÉS

Le Rédacteur-Gérant : BORIS SOUVARINE.

IMPRIMERIE FRANÇAISE, Maison J. DANGON  
123, rue Montmartre, 123, Paris (2<sup>e</sup>)  
Georges Dangon, imprimeur.